

COMMUNE DE ANSE

ARRETE DU MAIRE

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT

STATIONNEMENT INTERDIT DU 642 AU 678 ROUTE DE LYON – LIBERTY COMMUNICATION

Le Maire de la Commune de Anse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2211-1 à L2212-5, L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R411-25 et R417-10

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal, et notamment l'article R610-5,

Vu, la demande en date du 11 juin 2026 de de la Société LIBERTY COMMUNICATION – 150, rue Georges Charpak - 01390 CIVRIEUX, afin de réaliser des travaux de raccordement de fibre optique, route de Lyon à l'aide d'un camion nacelle,

Considérant qu'il incombe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer le maintien du bon ordre et à prévenir tout accident pendant ces travaux de raccordement, il y a lieu de réglementer le stationnement,

ARRETE

Article 1 :

Le jeudi 02 juillet 2026, le stationnement des véhicules sera interdit route de Lyon (RD 306), entre le n°642 et le n°678, afin de maintenir la circulation sur la voie, pendant la durée des travaux.

Le jeudi 02 juillet 2026, l'entreprise LIBERTY COMMUNICATION est autorisée à stationner un camion nacelle, route de Lyon (RD 306), à hauteur du n°675, pour les besoins du chantier.

Article 2 :

Le stationnement et l'arrêt des véhicules seront interdits aux abords du chantier.

L'application de la zone réglementée est temporairement suspendue.

La vitesse sera limitée à 30 Km/h.

Article 3 :

Une signalisation appropriée conforme aux prescriptions ministérielles sera mise en place **48 heures avant le début du chantier, par l'entreprise devant effectuer ces travaux et à ses frais.**

Elle est chargée, sous sa responsabilité, du contrôle, de la surveillance et de la maintenance de cette signalisation.

Dans le cas où des perturbations de la circulation proviendraient sur les voies publiques du secteur, les forces publiques pourront interrompre la validité de cet arrêté de façon temporaire ou définitive.

Article 4 :

Conformément à la délibération n° 130/2023 en date du 25 septembre 2023, l'occupation du domaine public est soumise à redevance depuis le 1^{er} janvier 2024.

Un certificat administratif sera établi à l'issue de votre chantier.

Vous recevrez ensuite une facture (un avis des sommes à payer) du Trésor Public à régler sous 30 jours.

La somme due est estimée à ce jour à 68.40 € (soixante-huit euros et quarante cts) :

1,90€/m²/jour d'occupation du domaine public pour un chantier d'une durée inférieure à 1 mois : 1.90€ X 36m X 1 jour = 68,40€

Veillez prendre contact avec la Police Municipale au 04.74.67.16.18 afin qu'elle puisse acter le début et la fin de votre chantier.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 :

Lors de l'achèvement des travaux, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur et refaite immédiatement en enrobé définitif.

Les déblais et les matériaux entreposés pour les besoins du chantier seront évacués dès la fin de ce dernier.

Article 6 :

Le Maire, la Police Municipale, le Commandant de Brigade de la Gendarmerie et l'entreprise LIBERTY COMMUNICATION sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ainsi fait et arrêté à Anse,
Le Maire,
Daniel POMERET